



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION PAYS DE LA LOIRE

→ Philippe

COPIE

↳ CRMH

Arrêté n° 2025-134 du 19 NOV. 2025
portant prescription d'une fouille exécutée par l'État



Le Préfet de région ;

Vu le code du patrimoine et notamment son livre V ;

Vu l'arrêté du 7 février 2022 portant définition des données scientifiques de l'archéologie et de leurs conditions de bonne conservation ;

Vu le référentiel national relatif au rapport d'archéologie préventive ;

Vu l'arrêté préfectoral 2024/SGAR/DRAC/451 du 10 septembre 2024 portant délégation de signature de M. Fabrice RIGOLET-ROZE, préfet de la région Pays de la Loire, à Mme Anne GÉRARD, directrice régionale des affaires culturelles des Pays de la Loire ;

Vu l'arrêté n° 2024/DRAC-sg/3 du 16 septembre 2024, portant subdélégation de la signature de Mme Anne GÉRARD, directrice régionale des affaires culturelles des Pays de la Loire ;

Vu la demande anticipée de prescription d'une opération d'archéologie préventive, déposée par – DRAC - CRMH – pour le projet « Cathédrale Saint-Pierre, massif occidental » localisé à NANTES, reçue en préfecture de région, Service régional de l'archéologie Pays de la Loire, le 28 août 2024 ;

Vu la réponse favorable fournie par la DRAC – service régional de l'archéologie, le 3 septembre 2025 ;

Vu la déclaration de découverte fortuite adressée par la DRAC/CRMH à la DRAC/SRA le 12 décembre 2024, d'une dalle funéraire brisée en deux morceaux, de blocs sculptés, d'un sarcophage, des vestiges maçonnés arasés conservés en place sous les dalles de sol, ainsi que du mobilier résiduel remanié, au centre du bas-côté sud de la cathédrale, à proximité du narthex et du massif occidental.

Vu le risque de destruction de vestiges archéologiques découverts dans l'emprise du massif occidental de la cathédrale Saint-Pierre de Nantes, constaté par la DRAC/SRA le 13 décembre 2024.

Vu l'avis de la CTRA en date du 25 février 2025 ;

Considérant que les travaux envisagés sont de nature à porter atteinte à des éléments du patrimoine archéologique : vestiges funéraires, mobilier et parements d'origine du massif occidental la cathédrale Saint-Pierre ;

Considérant l'accord de la DRAC-CRMH pour la prescription d'une fouille archéologique et d'une étude archéologique du bâti, sa prise en charge et la mise à disposition de l'opérateur, reçue par courriel le 28 février 2025 en Préfecture de région, DRAC, service régional de l'archéologie ;

Considérant que les travaux précités doivent être précédés d'une étude des vestiges par une fouille archéologique avec étude archéologique du bâti.

ARRÊTE

Article 1 - Une opération de fouille archéologique est mise en œuvre préalablement à la réalisation du projet « NANTES, cathédrale Saint-Pierre, massif occidental », sis en :

RÉGION : PAYS-DE-LA-LOIRE

DEPARTEMENT : LOIRE-ATLANTIQUE

COMMUNE : NANTES

Lieudit ou adresse : Cathédrale Saint-Pierre

Cadastre : EP 166

Réalisé par : DRAC/CRMH

L'emprise soumise à la fouille, d'une superficie de 200 m², est figurée sur le document graphique annexé au présent arrêté (annexe 1).

Article 2 - La fouille prescrite à l'article 1 sera réalisée conformément au cahier des charges scientifiques annexé au présent arrêté (annexe 2), sous la maîtrise d'ouvrage de l'aménageur désigné au même article.

Sa réalisation peut être confiée à l'Institut national de recherches archéologiques préventives ou à un opérateur titulaire de l'habilitation ou de l'agrément prévu par les articles R.522-14 et R.522-8 du code du patrimoine. Cette habilitation ou cet agrément devra couvrir les périodes suivantes et les domaines suivants : Moyen Age, période moderne.

L'aménageur transmettra pour avis au préfet de région les offres recevables proposées par les opérateurs dans les conditions fixées par l'article R.523-43-1 du code du patrimoine et par l'arrêté du 3 juillet 2017 susvisé.

L'aménageur conclura avec l'opérateur retenu un contrat comportant le projet scientifique d'intervention, lequel précisera les modalités de mises en œuvre des prescriptions énoncées par le cahier des charges scientifique précité.


Article 3 - La fouille et l'étude archéologique peut être entreprise après que la DRAC/CRMH a sollicité et obtenu l'autorisation prévue par l'article R.523-46 du code du patrimoine.

À cet effet, l'aménageur produit un dossier comprenant le contrat, daté et signé, mentionné à l'article 2, le justificatif de l'agrément de l'opérateur et, le cas échéant, la déclaration sur l'honneur prévue à l'article R.523-45 du code du patrimoine.

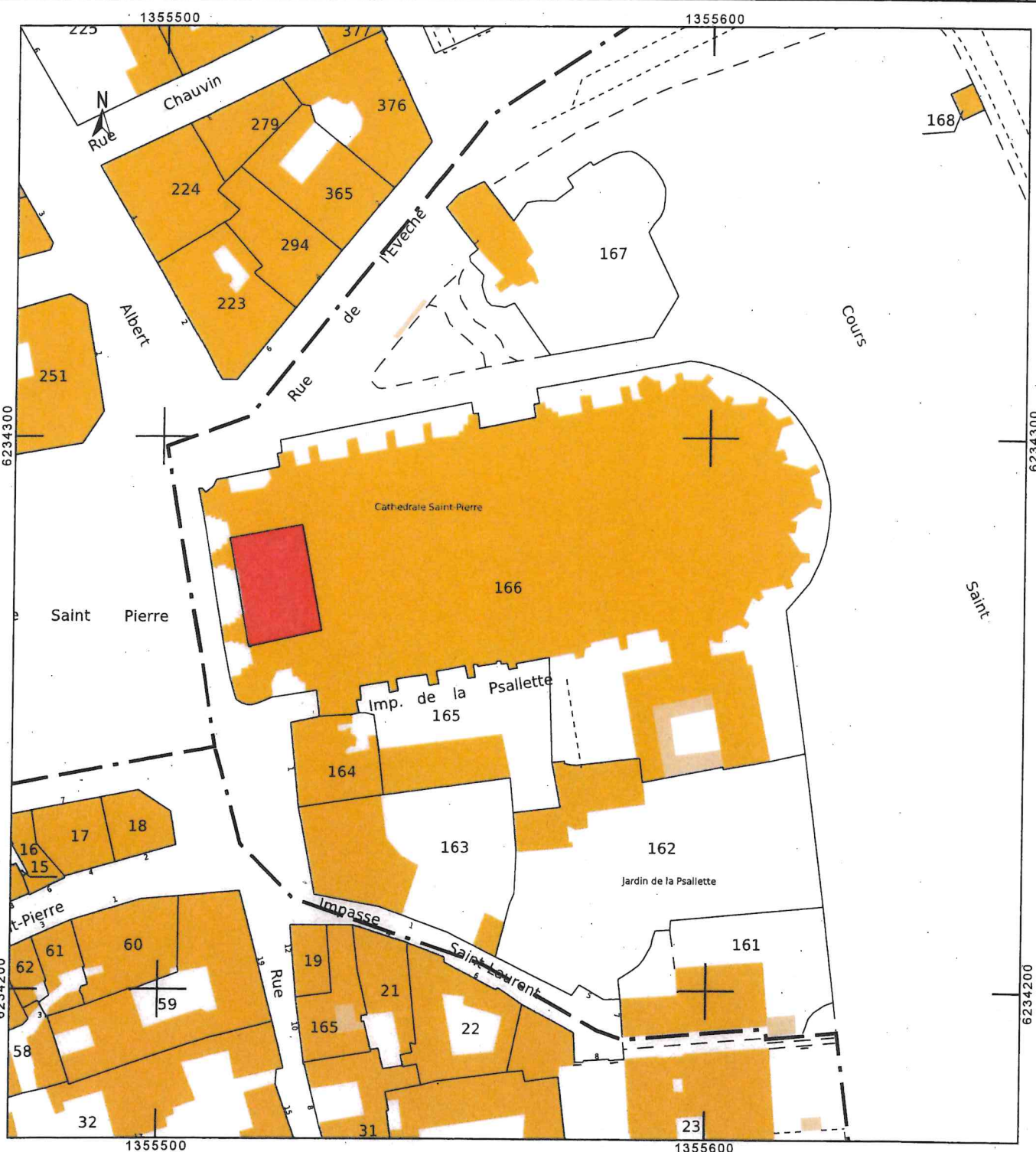
Article 4 - La Directrice régionale des affaires culturelles est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Madame la Présidente de Nantes Métropole.

Fait à NANTES, le

19 NOV. 2025


Pour la directrice régionale des affaires culturelles
et par délégation
La Conservatrice régionale de l'archéologie
Conservatrice du Patrimoine

Isabelle BOLLARD-RAINEAU





**PRÉFET
DE LA RÉGION
PAYS DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale des affaires culturelles
Service régional de l'archéologie
1 rue Stanislas Baudry – 44035 NANTES
Tél : 02.40.14.23.30 / Fax : 02.40.14.23.48

CAHIER DES CHARGES SCIENTIFIQUE
d'une fouille exécutée par l'État, sise à :

RÉGION : PAYS DE LA LOIRE
DÉPARTEMENT : LOIRE-ATLANTIQUE
COMMUNE : NANTES
Lieu-dit ou adresse : CATHÉDRALE, MASSIF OCCIDENTAL

Une fouille exécutée par l'État sera réalisée conformément au cahier des charges ci-après.

1 - Références documentaires et bibliographiques

L'opérateur prendra connaissance des documents référencés ci-après et de l'ensemble de la documentation nécessaire à la préparation, au bon déroulement de l'opération et à la mise en perspective des résultats.

Prunet, 2024 : Pascal Prunet, Nantes. *Cathédrale Saint-Pierre-et-Saint-Paul. Restauration du massif occidental. Projet. Rapport de présentation.* DRAC des Pays de la Loire, Nantes, novembre 2024.

Guillouët, 2003 : Jean-Marie Guillouët, *Les portails de la cathédrale de Nantes : un grand programme sculpté du XVe siècle et son public*, PUR, Rennes, 2003.

2 - Présentation générale

« L'objet de cette étude est la restauration du Massif occidental de la Cathédrale Saint-Pierre de Nantes, très dégradé par l'incendie du 18 juillet 2020, et plus particulièrement par le 3ème foyer, celui qui a détruit les grandes orgues, datées du 17ème siècle, et la verrière de la baie haute de la façade ouest. Cette verrière conservait derniers vestiges des vitraux les plus anciens de la cathédrale, datés du 16ème siècle. Les hautes températures de l'incendie, ont soufflé les vitraux, mais aussi les baies intérieures et extérieures du triforium, la structure des meneaux et du réseau de la baie haute, les tambours des piliers et les claveaux des arcs qui portent les deux voûtes barlongues, ainsi que les deux clés de pierre ornées, les parements muraux des façades nord et sud des tours sur le vaisseau, y compris les galeries latérales du triforium, et le niveau de la tribune d'orgue ; enfin, au-delà du massif occidental, la première travée de la nef, dont les vitraux des baies hautes nord et sud et la clé de pierre ornée. Il s'agit aussi de la 3ème phase de travaux, après les deux précédentes, la première étant une intervention de dépollution des parois de la cathédrale (réduction des taux de plomb émissif déposés lors de l'incendie), et la seconde dédiée aux travaux de restauration de la 2ème travée du chœur et du bras sud du transept, dégradés par les deux autres foyers d'incendie. Cette phase des

études, dite PRO-DCE, doit permettre de lancer la consultation des entreprises, après avoir développé et élaboré les résultats des étapes précédentes du DIAG et de l'AVP, et de définir les différentes phases de travaux du massif occidental. Elle intègre de nouvelles interventions, localisées dans la première travée de la nef (restauration des baies hautes et clef de voûte de pierre). Ces travaux s'articuleront avec deux opérations en cours, la restauration de la 2ème travée du chœur et du bras sud, et la restructuration des réseaux de la cathédrale, qui devront permettre la réouverture de l'édifice au public en septembre 2025 (Prunet 2014). »

Le projet est mené sous la maîtrise d'ouvrage de la DRAC/CRAMH des Pays de la Loire, sous la direction de Pascal Prunet, ACMH.

Le présent cahier des charges concerne donc une fouille exécutée par l'État après découverte fortuite, des parements internes et externe du massif occidental ainsi que la fouille des sols du narthex et de la tribune de la cathédrale de Nantes (parcelle BI 207). L'opération ne concerne pas les deux tours latérales sud-ouest et nord-ouest, ni le grand portail occidental.

3 - Données scientifiques

L'historique et les données chronologiques spécifiques à l'histoire de la cathédrale Saint-Pierre de Nantes sont décrits dans le rapport de présentation de l'ACMH, Pascal Prunet (Prunet, p. 5-11).

« La cathédrale est un vaste édifice de 104 m de long par 42 m de large, dont la façade occidentale est encadrée de deux tours, atteignant les 60 m de haut. Elle est construite principalement en pierre calcaire sur un soubassement en granit. La sacristie se situe au sud de l'édifice, conjointe aux chapelles du chœur. L'intérieur de la cathédrale est constitué d'une nef de six travées, de 46 m de long, 39 m de large et 35 m de hauteur. Elle intègre la travée du massif occidental et le sas de la tribune d'orgue, de 10 m de long, divisé en deux travées (travée A et travée B). La nef est encadrée de deux bas-côtés de 5 m de large et 18 m de hauteur et de chapelles latérales. Le transept fait 11 m de large et de 42 m de long. Le chœur est composé de trois travées, complété d'une abside, d'un chœur à cinq pans et d'un déambulatoire bordé de six chapelles droites et de cinq chapelles rayonnantes. Deux cryptes se développent sous le chœur : une crypte datant de l'époque romane (située sous le chœur de la précédente cathédrale et conservée), et une autre, plus récente, située sous les chapelles rayonnantes et datant de l'achèvement de la cathédrale au XIXe siècle (Prunet, p.11) ». Les sols dallés de la cathédrale appartiennent ainsi à une phase de rénovation importante datée de la fin du XIXe siècle.

4 - Problématiques et objectifs scientifiques

L'opération s'inscrit dans l'axe 8 (Les pratiques rituelles : lieux de culte, espaces funéraires...) de la programmation nationale du CNRA 2023.

D'une manière générale, l'étude archéologique des élévations de la tribune, intérieurs et extérieurs, baie comprise, doit ainsi s'attacher à :

- établir de manière scientifique le phasage général ou la chronologie relative de l'ensemble bâti, à partir de l'étude des façades intérieures et extérieures de la tribune, grande baie centrale comprise ;
- étudier les techniques de construction par état, avec de mortier et étude pierre à pierre. (plans, élévations, matériaux, mise en œuvre...), à partir de la documentation architecturale existante et du nuage de points fourni par le maître d'ouvrage.
- étudier les cheminements verticaux et horizontaux aux parties hautes de l'édifice.
- dater les principales phases de construction par le biais d'analyses archéologiques, archéométriques et historique.
- Étudier le mobilier technique découvert dans la maçonnerie, en lien avec l'étude du chantier de construction du XVe siècle, avec dendrochronologie ou 14c pour les fiches de bois, selon les possibilités offertes par les éléments en bois conservés.

Les résultats acquis devront intégrer et être mis en perspective avec les données déjà existantes.

Dans son projet scientifique d'intervention, l'opérateur doit inclure, en les commentant, les éléments bibliographiques pertinents destinés à apprécier sa maîtrise des problématiques de la fouille et de l'étude archéologique du bâti et du contexte régional et interrégional de la recherche.

5 - Principes méthodologiques et techniques

5.1 - Emprise de l'étude archéologique du bâti

L'emprise des prescriptions archéologiques délimitée sur le plan joint porte sur un échantillonnage des élévations centrale du massif occidental, grande baie comprise.

5.2 - Mise en sécurité du chantier et contraintes techniques

L'aménageur fera son affaire de l'accessibilité de l'intégralité de l'emprise prescrite. La base-vie devra être localisée en dehors de l'emprise prescrite. La sécurité du chantier devra répondre aux normes en vigueur en matière de droit du travail, dans le cadre d'une co-activité.

5.3 - Enregistrement, photographies et relevés

Le mode d'enregistrement, de traitement et d'exploitation des données stratigraphiques et du mobilier doit faire l'objet d'une présentation détaillée dans le projet scientifique d'intervention de l'opérateur. Les modèles des fiches d'enregistrement utilisés et des tableaux d'inventaire doivent être joints au projet scientifique d'intervention.

L'enregistrement du mobilier archéologique et de la documentation scientifique doit être conforme à l'arrêté du 7 février 2022 portant définition des données scientifiques de l'archéologie et de leurs conditions de bonne conservation, complété par le protocole d'enregistrement et de conditionnement des archives de fouille pour l'archéologie préventive établi par le service régional de l'archéologie des Pays de la Loire.

Les limites de la fouille et les vestiges analysés en archéologie du bâti doivent être reportés sur un plan géolocalisé et sur fond cadastral à une échelle lisible. Toutes les structures rencontrées doivent faire l'objet de photographies et de relevés graphiques à une échelle adaptée au fur et à mesure du décapage puis de la fouille. Ces relevés doivent être localisés sur un plan. L'épaisseur des terres décapées et la cote d'apparition des vestiges (NGF IGN69) doivent figurer sur les plans et les coupes.

Des couvertures photographiques zénithales pourront être réalisées, tout au long de l'opération, à des fins de documentation et d'aide à l'orientation de la fouille (prise de vue à la perche, drones, etc.). Des acquisitions 3D et des orthophotographies répondant aux normes centimétriques en vigueur en archéologie du bâti devront être réalisées à des fins de documentation et d'aide à l'orientation de l'opération archéologique. Les protocoles d'acquisition, de traitement et de conservation des données devront être détaillés dans le projet scientifique de l'opérateur. Le nuage de point et les relevés architecturaux de l'ACMH de l'ensemble du massif occidental devront être remis à l'opérateur en charge de l'étude.

6 - Localisation de l'opération et détails techniques

6.1 - Emprise de l'opération

La fouille est délimitée sur le plan et sur les documents graphiques joints au présent arrêté.

6.2 - Etude archéologique du bâti

Le protocole d'étude archéologique du bâti doit faire l'objet d'une présentation détaillée dans le

projet scientifique d'intervention de l'opérateur.

6.2.1 - Étude documentaire

L'étude documentaire comprend le récolement de la documentation existante : sources écrites relatives à l'histoire du chantier de la cathédrale au XVe siècle et à l'époque moderne, documents graphiques, cartographique et iconographiques anciens.

La recherche historique consistera à faire le catalogue des sources écrites classées par date. Elle devra faire l'objet d'une courte synthèse historiographique replaçant la cathédrale de Nantes dans son contexte scientifique actuel, en valorisant bien son importance au regard de l'histoire, de l'histoire de l'architecture religieuse de l'Ouest de la France.

Les recherches documentaire et historiographique seront réalisées par une personne spécialisée dans la manipulation des fonds anciens tant médiévaux que modernes et par le responsable scientifique de l'opération. Elle aura pour but de dresser un inventaire critique classé par date et actualisé, des principales sources écrites médiévales et modernes relatives à l'histoire de l'église. La synthèse historiographique devra être discutée entre le chargé d'étude documentaire et le responsable scientifique de l'opération. Ce dernier en reprendra les principaux éléments de connaissance dans sa propre synthèse archéologique.

6.2.2 - Étude archéologique de bâti

La réalisation de l'étude de bâti doit se faire au stade des travaux, en co-activité avec l'entreprise de restauration. Les archéologues réutiliseront les fonds de plan de l'architecte ainsi que le nuage de points fourni par le maître d'ouvrage, pour créer ses propres relevés numériques et manuels. Tous les relevés de l'archéologue seront à disposition de la DRAC et de l'architecte en chef des Monuments Historiques.

L'étude des élévations extérieures et intérieures du massif occidental de la cathédrale de Nantes doit s'appuyer sur des relevés d'élévation et des orthophotos présentant des plans et des coupes renseignés. Elle concerne l'analyse des parements et de tous les éléments d'architecture remarquables, sur échafaudage et avec relevés et analyses pierre à pierre.

Les résultats devront être confrontés à la documentation scientifique disponible, après un bilan historiographique, bibliographique et historique.

Des prélèvements de mortiers et de charbons de bois ou de bois, doivent être réalisés afin de préciser la chronologie absolue de chaque phase reconnue par la stratigraphie ainsi que la nature des matériaux utilisés. Au moins un prélèvement de mortier, de charbon de bois ou de bois, doit être réalisé sur chaque unité structurelle archéologique identifiée.

Des prélèvements de matériaux doivent être réalisés afin d'analyser l'économie du chantier à partir de l'identification des districts potentiels d'approvisionnement. L'opérateur doit proposer un protocole de prélèvement et solliciter l'autorisation de la DRAC/CRMH avant analyse.

Le responsable scientifique de l'opération doit informer immédiatement la DRAC de toute découverte archéologique immobilière et mobilière d'intérêt majeur.

6.2.3 - Phase d'étude

L'opérateur doit proposer un protocole d'étude des mobiliers archéologiques (analyses mises en œuvre, échantillonnage). La méthode d'étude doit être explicite et s'appuyer sur des référentiels publiés.

6.2.3.1 - Étude du mobilier lithique et macrolithique

L'étude comprend l'analyse typologique et technologique du mobilier lithique et macrolithique (blocs d'architecture, matériel de mouture, outillage lithique, etc.) et l'analyse de la provenance des matériaux. Elle doit s'attacher à déterminer les modes de production, d'entretien et d'utilisation du mobilier.

La poursuite des analyses sera décidée par la DRAC en fonction du résultat des tests et de la présentation du potentiel d'étude.

L'analyse doit mettre en évidence l'intérêt de la série. En cas de corpus d'étude important, l'opérateur proposera un protocole d'étude basé sur un échantillonnage. Ce protocole devra être validé par la DRAC.

6.2.3.2 - Étude du mobilier pétrographique

L'analyse pétrographique doit s'attacher à étudier les matériaux de construction moulurés retrouvés de manière résiduelle dans les remblais de démolition ainsi que le cas échéant les sarcophages ou dalles funéraires mis au jour. L'étude devra viser à restituer le bloc dans sa position d'origine ainsi que dans ses différents états successifs, à partir de son analyse pétrographique, stylistique et/ou structurelle. L'opérateur doit proposer un protocole d'étude pétrographique.

6.2.3.3 - Étude des mortiers

L'opérateur doit proposer un protocole d'étude des mortiers. L'analyse des mortiers doit s'attacher à étudier les liants utilisés dans la construction d'origine ainsi que dans ses différents états successifs. L'opérateur doit proposer un protocole d'étude respectant les règles d'analyse en vigueur en archéologie du bâti.

6.2.3.4 - Étude du mobilier métallique

L'étude du mobilier métallique comprend le nettoyage, la stabilisation et l'étude des objets. Le mobilier métallique fera l'objet d'un premier nettoyage. Les objets en fer seront préalablement radiographiés. Les objets seront dessinés après identification par un spécialiste. L'analyse du mobilier métallique devra aboutir à la rédaction d'un catalogue raisonné au sein duquel le mobilier sera classé par domaine d'utilisation, puis par fonction. Pour chaque objet, une description physique, sémiologique et technique sera rédigée en indiquant le poids, les dimensions et la nature du métal. L'analyse s'attachera également à établir des parallèles bibliographiques pour les objets identifiés fonctionnellement afin de fournir des informations typologiques, chronologiques et comparatives. Elle devra mettre en évidence l'intérêt des séries recueillies.

6.2.3.5 - Archéodendrométrie

L'étude archéodendrométrique ne se limitera pas au comptage des cernes selon les principes de la dendrochronologie, mais intégrera une analyse la plus complète possible des différents bois employés pour la construction ; informations sur l'essence employée, la provenance de la ressource, ses modes d'exploitation, l'étude technologique des bois d'œuvre, dendrochronologie...) quelle que soit la période considérée.

6.2.3.6 - Datations radiocarbone

Un minimum de 10 datations ^{14}C doit être prévu. Les datations radiocarbone devront être réalisées dans un laboratoire participant à des programmes d'inter-comparaison.

7 - Agrément de l'opérateur d'archéologie préventive

L'opérateur archéologique doit être agréé pour la période médiévale et la période moderne.

8 - Responsable scientifique

Les curriculum vitae détaillés de l'encadrement (responsable scientifique de l'opération, responsables de secteurs et spécialistes) ainsi que les avis CTRA portant sur toutes les opérations précédemment menées doivent être joints au projet scientifique d'intervention.

8.1 - Qualification du responsable scientifique de l'opération

Le(la) responsable d'opération doit être un(e) archéologue médiéviste(e) ayant l'expérience de fouille en archéologie du bâti d'un monument religieux, notamment d'une cathédrale gothique.

8.2 - Qualification de l'équipe d'intervention

L'opérateur devra présenter dans son projet les cv de tous les spécialistes nécessaires à la bonne conduite des études demandées en tranche ferme et conditionnelle. L'équipe comprendra notamment un céramologue, un anthropologue et un topographe présent durant tout (ou partie) de la phase terrain.

8.3 - Sous-traitance

Conformément à l'article L 523-9 – II du code du patrimoine (créé par la loi création, architecture et patrimoine du 7 juillet 2016), lorsque l'opérateur souhaite sous-traiter une prestation scientifique afférente à la fouille, il doit en faire la déclaration à l'État.

9 - Durée prévisible de l'opération

Quels que soient les moyens mis en œuvre, une fouille (hors décapage et remblaiement) d'une durée **inférieure à 30 jours ouvrés** n'est pas réalisable dans des conditions satisfaisantes au regard du cahier des charges scientifiques.

La durée minimale des travaux nécessités pour les études et la rédaction du rapport ne devra pas être inférieure à 100 % des moyens prévus pour le terrain. Les moyens seront détaillés par catégorie de poste dans le projet scientifique d'intervention.

10 - Conservation préventive du mobilier archéologique

Le responsable scientifique de l'opération doit faire appel, en tant que de besoin, à la participation de spécialistes ou de laboratoires compétents pour le prélèvement et le traitement du mobilier issu de la fouille. Une fiche de suivi indiquant la provenance stratigraphique et le mode de traitement nécessaire doit être attachée à chaque objet concerné et doit figurer dans le rapport d'opération.

La post-fouille doit prévoir la mise en état du mobilier pour étude.

Le mobilier archéologique sensible, métallique et organique notamment, doit être stabilisé afin d'en assurer la conservation.

La DRAC doit être informée de tout mouvement du mobilier.

La conservation du mobilier archéologique doit être conforme à l'arrêté du 7 février 2022 portant définition des données scientifiques de l'archéologie et de leurs conditions de bonne conservation, complété par le protocole d'enregistrement et de conditionnement des archives de fouille pour l'archéologie préventive établi par le service régional de l'archéologie des Pays de la Loire.

11 - Contrôle scientifique

Le contrôle scientifique de l'opération est assuré par la DRAC Pays de la Loire, service régional de l'archéologie.

Un compte-rendu sera diffusé de manière régulière à l'aménageur et au service régional de l'archéologie afin de présenter l'état d'avancement de l'opération, proposer les éventuelles adaptations de la stratégie de fouille et des études à conduire, informer de l'adéquation des

moyens mis en œuvre pour l'opération (travaux de terrain et phase d'exploitation des données). Les comptes rendus seront diffusés par messagerie électronique, de manière hebdomadaire, en phase terrain, et dans les périodes actives de la phase d'étude, sur un rythme mensuel.

12 - Libération de terrain

Seule la DRAC est compétente pour lever la contrainte archéologique sur le terrain. La fin de la fouille est validée par la DRAC lors d'une dernière réunion de chantier. À l'issue de la fouille, l'opérateur et l'aménageur signent un procès-verbal de fin d'opération qui est adressé à la DRAC – service régional de l'archéologie. Selon l'article R523-59 du code du patrimoine, la libération du terrain est acquise dans les 15 jours suivant la transmission du procès-verbal par l'aménageur à la DRAC – service régional de l'archéologie.

13 - Documentation et rapport de fouille

La documentation archéologique comprend :

- La documentation scientifique de l'archéologie ;
- Les vestiges anthropo-biologiques ;
- Les biens archéologiques mobiliers.

L'ensemble de la documentation constituée lors de l'opération doit être rédigé en français.

13.1 - Normes de présentation et contenu du rapport d'opération

Le rapport d'opération doit être conforme au référentiel relatif au rapport d'archéologie préventive portant définition des normes de contenu et de présentation des rapports d'opérations archéologiques.

Le nombre d'exemplaires du rapport d'opération archéologique remis à la DRAC doit être conforme au référentiel national.

Après avoir vérifié la conformité du rapport d'opération, la DRAC adressera un exemplaire du rapport d'opération à l'aménageur, maître d'ouvrage de la fouille préventive.

Le rapport d'opération doit comporter une présentation synthétique, avec mise en perspective des résultats de l'opération par rapport aux problématiques scientifiques identifiées dans la prescription en s'appuyant sur les opérations précédentes et sur la documentation existante. Il doit s'attacher à proposer une insertion des occupations dans leur environnement immédiat et leur mise en contexte à l'échelle du Grand Ouest.

13.2 - Délai de remise du rapport d'opération

Le délai limite de remise du rapport est de **24 mois** après la fin des travaux de terrain.

13.3 - Délai de remise du mobilier archéologique et de la documentation

Le mobilier archéologique et la documentation issus de l'opération archéologique doivent être remis à la DRAC **24 mois** après la fin de l'opération sur le terrain, conformément aux dispositions de l'arrêté du 7 février 2022 portant définition des données scientifiques de l'archéologie et de leurs conditions de bonne conservation.

Table des matières

1 - Références documentaires et bibliographiques.....	1
2 - Présentation générale.....	1
3 - Données scientifiques.....	2
4 - Problématiques et objectifs scientifiques.....	2
5 - Principes méthodologiques et techniques.....	3
5.1 - Emprise de l'étude archéologique du bâti.....	3
5.2 - Mise en sécurité du chantier et contraintes techniques.....	3
5.3 - Enregistrement, photographies et relevés.....	3
6 - Localisation de l'opération et détails techniques.....	3
6.1 - Emprise de l'opération.....	3
6.2 - Etude archéologique du bâti.....	3
6.2.1 - Étude documentaire.....	4
6.2.2 - Étude archéologique de bâti.....	4
6.2.3 - Phase d'étude.....	4
6.2.3.1 - Étude du mobilier lithique et macrolithique.....	5
6.2.3.2 - Étude du mobilier pétrographique.....	5
6.2.3.3 - Étude des mortiers.....	5
6.2.3.4 - Étude du mobilier métallique.....	5
6.2.3.5 - Archéodendrométrie.....	5
6.2.3.6 - Datations radiocarbone.....	5
7 - Agrément de l'opérateur d'archéologie préventive.....	5
8 - Responsable scientifique.....	6
8.1 - Qualification du responsable scientifique de l'opération.....	6
8.2 - Qualification de l'équipe d'intervention.....	6
8.3 - Sous-traitance.....	6
9 - Durée prévisible de l'opération.....	6
10 - Conservation préventive du mobilier archéologique.....	6
11 - Contrôle scientifique.....	6
12 - Libération de terrain.....	7
13 - Documentation et rapport de fouille.....	7
13.1 - Normes de présentation et contenu du rapport d'opération.....	7
13.2 - Délai de remise du rapport d'opération.....	7
13.3 - Délai de remise du mobilier archéologique et de la documentation.....	7